

Le litige et la preuve

3

Capacités

- Identifier les éléments d'un litige : parties, faits, prétentions, question de droit
- Déterminer au moyen d'une argumentation si le litige est causé par un acte ou un fait juridique afin d'envisager un mode de preuve adapté
- Apprécier la force probante d'un élément de preuve dans une situation donnée

Vers PIX

D 4.2. Protéger les données personnelles et la vie privée



Situation

Un procès pour des droits d'auteur

Laetitia Hallyday gagne son procès en appel contre l'ancien manager de Johnny.

Sébastien Farran, ancien manager et proche de Johnny Hallyday, réclamait des droits d'auteur en faisant valoir

un contrat de 2012. En 2022, la justice avait condamné la veuve du chanteur à lui verser 210 000 euros mais cette dernière vient de gagner en appel. [...]

J. P., lavoixdunord.fr, 19 mars 2024.

1

Identifier les éléments d'un litige

Doc. 1 Qu'est-ce qu'un litige ?

Définition juridique : un litige désigne « un différend entre deux ou plusieurs personnes, les uns contestant aux autres d'être titulaires d'un droit à l'exercice duquel ils prétendent ». Autrement dit, c'est un désaccord entre deux ou plusieurs personnes (physiques ou morales) concernant l'exercice d'un droit [...].

« Qu'est-ce qu'un litige ? », [www.litige.fr / DemanderJustice](http://www.litige.fr/DemanderJustice)



Doc. 2 Comment analyser un litige ?

Un litige est composé de plusieurs éléments :

- les **faits** : ils doivent être clairs et précis (dates, identification des personnes impliquées, récit de ce qu'il s'est passé) ;
- les **parties** : ce sont les personnes engagées dans le procès ;
- les **moyens de droit** : ce sont la ou les règles de droit que les parties utilisent pour appuyer leurs prétentions ;
- les **prétentions** : c'est l'objet de la demande et de la défense en réponse. Il s'agit de ce que réclament le demandeur et le défendeur. Le juge ne peut pas se prononcer sur ce qui n'a pas été demandé. Il peut s'agir de dommages et intérêts, de remise en état... ;
- le **problème juridique** : c'est la question de droit que se pose le juge et à laquelle il doit apporter une réponse juridique.

Doc. 3 Qui sont les parties à un litige ?

Le « **demandeur** » est la personne physique ou morale qui a pris l'initiative d'engager une procédure judiciaire en vue de faire reconnaître un droit. Son adversaire est le « **défendeur** ».

Doc. 4 Qu'est-ce que la résolution amiable ?

Résolution du litige : vouloir régler un litige, c'est d'abord essayer de se concilier avec l'adversaire, c'est-à-dire essayer de trouver un terrain d'entente, un compromis entre les parties. En effet, il vaut toujours mieux une conciliation qu'un

procès qui peut être long et coûteux. Si le litige ne peut pas être réglé à l'amiable, il sera alors soumis à un tribunal pour être tranché. Pour cela, la partie qui agit (le demandeur) devra, dans un certain délai, saisir la juridiction compétente.



[Depuis le] 1^{er} octobre 2023, la tentative de résolution amiable [est devenue] obligatoire [par le décret du 11 mai 2023], pour certains litiges, avant de saisir le tribunal. [...]

Cette démarche doit être tentée à peine d'irrecevabilité de la demande en justice : pour les petits litiges, le juge ne peut pas être saisi immédiatement, une tentative de résolution amiable est obligatoire et doit être justifiée. Si la démarche

n'est pas entreprise, la demande sera jugée irrecevable par le juge. [...]

Ces modes alternatifs doivent permettre d'aboutir à une résolution plus rapide étant donné que l'intervention d'un juge n'est pas requise.

Service-public.fr, 29 septembre 2023.

Situation

Sébastien Farran, l'ancien manager de Johnny a lancé en 2019 une procédure pour récupérer les droits d'auteur. [...] Ses arguments reposaient sur un contrat signé en 2012 avec Bornrocker où sa rémunération et ses commissions sont inscrites. Or, pour Laetitia Hallyday, le contrat devenait caduc à la mort du chanteur et elle réclamait elle-même 209 000 euros de trop-perçus à Sébastien Farran.

En 2022, la justice avait donné raison à l'ancien manager et avait condamné Laetitia Hallyday à lui verser 210 000 euros. Mais selon l'Informé, cette dernière a fait appel et aurait finalement eu gain de cause. [...]

J. P., lavoixdunord.fr, 19 mars 2024.

1. Cette affaire est-elle un litige ? Pourquoi ?

🔗 Situation
et document 1

2. Quels étaient les faits ? Qualifiez-les juridiquement.

🔗 Document 2

3. Identifiez les prétentions des parties en première instance et en appel.

🔗 Document 2

4. Qui étaient les parties à ce litige (demandeur/défendeur) ?

🔗 Documents 2 et 3

5. Pourquoi la résolution amiable d'un litige est-elle toujours préférable ?

🔗 Document 4

2

Déterminer si le litige est causé par un acte ou par un fait juridique

Doc. 5 L'objet de la preuve

Par principe, les parties n'ont pas à prouver l'existence, le contenu ou la portée des règles juridiques qu'elles invoquent pour appuyer leurs prétentions. L'adage selon lequel nul n'est censé ignorer la loi signifie aussi que chacun la connaît et qu'il n'est nul besoin de la prouver aux autres [...]. C'est au juge de dire le droit et non aux parties.

« La preuve du droit », droit.savoir.fr

Il incombe aux parties d'établir en justice les faits nécessaires au succès de leurs prétentions. Il incombe également aux parties d'établir soit le fait juridique, soit l'acte juridique qui est à l'origine de leurs prétentions.



Doc. 6 Que faut-il prouver : un acte ou un fait juridique ?

Répondre à la question « Que faut-il prouver ? », c'est déterminer l'objet de la preuve. Celui-ci peut être un fait ou un acte juridique. Un fait juridique est tout événement, volontaire ou non, qui produit des effets juridiques sans que les intéressés les aient volontairement recherchés (un ouragan, un accident...).

Un acte juridique a pour origine la volonté d'une ou de plusieurs personnes de créer, transmettre, modifier ou éteindre un droit ou une obligation. Cet acte a donc pour objectif de produire des effets juridiques (un contrat, un testament...).



Doc. 7 Comment prouver ? La preuve selon l'origine du litige

En fonction de l'origine du litige, le droit prévoit le recours à différents modes de preuve.

La règle		Les modes de preuve
Le Code civil, dans son article 1358, indique que les faits comme les actes juridiques peuvent être prouvés, en principe, par tous moyens.		
La preuve des faits juridiques	La règle s'applique sans exception.	• Témoignage • Présomption
La preuve des actes juridiques	La règle s'applique pour les actes dont la valeur ne dépasse pas 1 500 €.	• Écrit • Aveu judiciaire
	Exception : si l'acte porte sur une somme dépassant 1 500 €, une preuve écrite (ou un aveu devant un tribunal) est exigée. Exception à l'exception : s'il s'agit d'un acte de commerce ou si l'absence d'écrit est excusable (écrit perdu par force majeure, écrit matériellement ou moralement impossible).	

Doc. 8 Arrêt de principe de la Cour de cassation du 12 juin 2019

Attendu que pour condamner la SCI à payer à la SARL la somme de 20 332 euros outre intérêts, l'arrêt retient que le contenu de deux attestations [...] constitu[ait] un faisceau d'indices [...];

Qu'en statuant ainsi, alors que l'établissement d'un contrat relatif à des obligations d'une valeur supérieure à 1 500 euros

est, s'agissant d'un acte civil pour l'une des parties, soumis au régime de la preuve littérale, et sans constater l'existence d'un écrit [...] émanant de la SCI, la cour d'appel a violé le texte susvisé ;

PAR CES MOTIFS [...] CASSE ET ANNULE [...].

Situation

Le sosie cherbourgeois de Johnny Hallyday aurait oublié de déclarer des spectacles à l'Urssaf. L'élément intentionnel n'étant pas établi, le parquet a requis la relaxe, mardi 25 janvier 2022. « Monsieur a fait confiance à ses employeurs. Il était bien embauché comme salarié et n'avait donc pas à déclarer des charges sur ses prestations. » [...]

Ouest-france.fr, 27 janvier 2022.

- 6. Analysez la nature du lien juridique existant entre le sosie de Johnny Hallyday et son employeur.**

► Situation
et document 6

- 7. Quel est l'objet du litige ?**

► Situation

- 8. Que rappelle la Cour de cassation dans son arrêt du 12 juin 2019 ?**

► Document 8

- 9. D'après vous, pourquoi les actes juridiques doivent-ils être prouvés en principe par écrit ?**

► Documents 5 à 7

Sargaux Thibaut, la petite sœur de Laeticia Hallyday, a annoncé sur son compte Instagram être enceinte de son premier enfant en novembre 2024. Cette nouvelle a ravi le clan des Hallyday !

- 10. Cette grossesse est-elle un acte ou un fait juridique ? Illustrez par des exemples concrets en quoi la grossesse d'une femme produit des effets de droit.**

► Documents 5 et 6

- 11. Pourquoi, selon vous, la preuve des faits juridiques peut-elle être apportée par tous les moyens ?**

► Document 7

3

Apprécier la force probante d'un élément de preuve

Doc. 9 La charge de la preuve

Article 1353 du Code civil
Celui qui réclame l'exécution d'une obligation doit la prouver. Réciproquement, celui qui se prétend libéré doit justifier le paiement ou le fait qui a produit l'extinction de son obligation.

Article 9 du Code de procédure civile
Il incombe à chaque partie de prouver conformément à la loi les faits nécessaires au succès de sa prétention.

Doc. 10 Les preuves parfaites

Les preuves parfaites sont celles qui lient le juge et s'imposent à lui, sans qu'il ait un pouvoir d'appréciation. À côté de l'aveu judiciaire, il existe deux types de **preuves parfaites écrites** (sur support papier ou électronique) :

- **l'acte authentique** : rédigé soit par un notaire, soit par un huissier de justice. C'est un écrit dont la contestation relève d'une procédure complexe. Dans certains cas, l'acte authentique est obligatoire, comme pour la vente d'un immeuble, une donation, un contrat de mariage ;
- **l'acte sous seing privé** : écrit par une personne privée. Son origine comme son contenu peuvent être contestés par une preuve contraire.



Doc. 11 Les preuves imparfaites

Les preuves non écrites (ou imparfaites) laissent au juge la liberté de les apprécier et de les interpréter.

Preuves imparfaites

Témoignages

Déclarations, écrites ou orales, qui émanent de tiers, non parties au procès, concernant des faits dont ils ont eu personnellement connaissance

Présomptions judiciaires

Déductions qu'un juge tire de faits connus (ex. : la longueur des traces de freinage) pour établir des faits inconnus (ex. : la vitesse excessive du véhicule)

Doc. 12 L'intime conviction du juge

Il appartient [...] au juge de forger sa conviction en son âme et conscience, à partir des éléments qui lui ont été soumis. En d'autres termes, les preuves parfaites relèvent d'un système de preuve légale, tandis que les preuves imparfaites se rattachent au principe de l'intime conviction.

Thierry Le Bars, *La Réforme du droit des contrats*, Gualino, 2016, p. 413.



Doc. 13 Le rôle des présomptions légales

Dans trois types de situations, le demandeur est dispensé d'apporter la preuve de ses affirmations, qui sont considérées par défaut comme établies. On parle alors de **présomptions légales**.

- **Les présomptions irréfragables** : elles interdisent au défendeur de prouver le contraire.
- **Les présomptions simples** : le défendeur est autorisé à prouver que la prétention du demandeur (et la présomption légale) est inexacte.
- **Les présomptions mixtes** : le défendeur ne peut les combattre que par les moyens prévus par la loi.

Situation

On l'a oublié, mais les relations des enfants aînés de Johnny Hallyday et de la veuve du chanteur n'ont pas toujours été sereines. Ainsi, lorsque Laetitia Hallyday exhume un album posthume de son défunt mari, David Hallyday et Laura Smet contestent que ce disque soit rattaché à la succession de leur belle-mère. Il faudra que la maison de disques Warner produise un document contractuel signé de la main de Johnny pour que les 10 chansons enregistrées avant son décès en 2017 soient validées comme des composantes des biens entrant dans le patrimoine légué par testament par « l'idole des jeunes ».

12. Le document signé par Johnny Hallyday est-il sous seing privé ou authentique ?

🔗 Situation, documents 9 et 10

13. Pourquoi les preuves écrites sont-elles qualifiées de « parfaites » ?

🔗 Document 10

Depuis quelques semaines, Jade et Joy sortent du silence pour s'exprimer sur le décès de leur père. Dans une interview exclusive accordée à l'émission *Sept à huit*, elles ont notamment pris la parole à propos du harcèlement qu'elles subissent depuis des années. Les deux jeunes filles sont scrutées par les Français et beaucoup critiquées. « Même si on a appris à l'ignorer, c'est quand même blessant d'être jugées constamment, de savoir que des gens pensent ça de nous », confiait Jade à propos de ce cyberharcèlement. Laetitia Hallyday a notamment porté plainte contre l'émission *Touche pas à mon poste* pour injure publique envers sa fille.

14. Si un procès s'ouvrait pour injure publique à l'encontre des filles de la star, comment le juge pourrait-il forger son intime conviction ?

🔗 Documents 11 et 12

15. Dans les exemples suivants, dites si la règle de droit est posée par une présomption irréfragable, une présomption simple ou une présomption mixte.

🔗 Document 13

Exemples	Présomption irréfragable	Présomption simple	Présomption mixte
a. Selon l'article 312 du Code civil, l'enfant d'un couple marié est présumé être le fils du mari, mais il n'est pas interdit à celui-ci d'engager une action en désaveu de paternité.	☐	☐	☐
b. Selon l'article L1242-12 du Code du travail, un contrat de travail non écrit est un CDI, la loi ne permettant pas à l'employeur d'établir la preuve contraire.	☐	☐	☐
c. Selon l'article 1402 du Code civil, les biens des époux mariés sans contrat sont présumés communs, mais si un époux revendique la propriété exclusive d'un bien, le juge pourra prendre en considération tout écrit (documents de banque, factures...).	☐	☐	☐